

Les crédits

mesures pour les propulser dans l'âge de l'information, mais le gouvernement ne les prend pas.

L'importance de préparer toutes les régions au nouvel âge de l'information devient claire quand on pense que les nouveaux services d'information favoriseront l'augmentation de la productivité et de la capacité concurrentielle.

Vu l'énorme quantité d'information engendrée dans le monde chaque jour et l'intégration croissante de la planète, il est essentiel que tous les services d'affaires, traditionnels et innovateurs, adoptent le processus de gestion télématique. Quand le secteur des affaires sera servi, les entreprises étendront leurs services aux ménages, un important marché qui n'est pas encore exploité.

• (1640)

Les régions périphériques de notre pays, les provinces situées à l'est du Québec et à l'ouest de l'Ontario, bénéficieront énormément d'une intégration des entreprises de télécommunications dans le processus de planification régionale. Cette intégration permettra de créer un certain nombre d'emplois et de réduire d'autant le chômage. Ces emplois seront plus créateurs et plus justifiés que les emplois artificiels créés par beaucoup de programmes existants.

De plus, des systèmes d'information efficaces permettront d'augmenter la productivité générale de la société et de réduire le coût des services. Par exemple, des services d'information pour les clients favoriseront les gains de productivité dans les secteurs des soins médicaux et de l'éducation.

Il est nécessaire, maintenant, que le gouvernement fasse preuve d'initiative pour aider les régions à se donner des assises locales en science et en technologie qui rendront possible la diversification dont leurs économies ont tant besoin. Les régions seront alors dépendantes des secteurs cycliques fondés sur la recherche.

La recherche appliquée serait également axée sur le développement et sur l'application de technologies convenant au développement économique de chacune des régions. Le gouvernement pourrait encourager la recherche privée par la voie de programmes de subventions, d'octroi de marchés publics et de programmes incitatifs en faveur de l'investissement. Cela atténuerait le déséquilibre actuel qui vient de la préférence accordée aux modèles inspirés du Canada central, qui parfois ne conviennent pas aux autres régions.

Le gouvernement a prouvé le peu d'intérêt qu'il porte au développement régional quand il a supprimé le programme des propositions non sollicitées. Je demanderai au ministre des Sciences de donner son avis à ce sujet et de justifier cette décision qu'il a prise de supprimer ce programme.

Les témoins qui ont comparu devant le Comité permanent de la science et de la technologie nous ont dit que ce programme était très important, parce que les marchés publics permettait à beaucoup de sociétés de technologie d'assurer l'indispensable financement lorsqu'elles en étaient à leurs débuts.

Il faut que le gouvernement pratique une aide flexible aux sciences et à la technologie et qu'il personnalise ses programmes de subventions de manière à satisfaire les besoins de tel ou tel secteur en développement. Il n'est pas à conseiller de tout axer sur le Canada central. Sinon les programmes de soutien vont continuer d'être modelés sur cette partie du pays. Comme je l'ai signalé, il arrive souvent que des programmes qui sont bons pour le Canada central ne conviennent pas aux régions.

Le gouvernement doit faire en sorte que les régions puissent jouer un rôle vital en cette époque de technologies de pointe, afin que toutes les régions du Canada deviennent plus productives, sinon le Canada ne pourra demeurer compétitif à l'échelle internationale.

Bref, je mettrai le gouvernement au défi de présenter bientôt ce qui nous manque toujours, c'est-à-dire une politique scientifique globale et cohérente, une politique qui définisse clairement l'effort qu'elle va consentir en faveur de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, une politique qui tienne compte également de toutes les régions du pays. Enfin et surtout, il faut que cette politique comporte un volet de l'éducation et de la formation, car sans les cerveaux nécessaires il ne saurait y avoir de sciences et de technologie et nous ne pourrions progresser.

Je mets donc le gouvernement au défi de nous présenter une politique scientifique globale et cohérente qui nous permette de soutenir la concurrence mondiale.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Madame la Présidente, je voudrais répondre à certaines observations que mon collègue a formulées, surtout en ce qui a trait à l'information et aux technologies de l'information.

Il a sans aucun doute tout à fait raison lorsqu'il affirme que l'information et la transmission de l'information vont avoir une importance cruciale pour le pays. C'est pourquoi je veux lui parler du réseau du Conseil national de recherches, réseau national qui est en cours d'élaboration et qui permettra une telle transmission à haute